



Dans un contexte de reconfiguration géopolitique en Afrique marqué par des coups d'État militaires, le Cameroun attire l'attention en raison de son président vieillissant et d'un système politique en crise.

Au milieu des débats, Maurice Kamto, président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), principale force de l'opposition, prend position.

Lors d'une conférence de presse, il déclare son opposition catégorique à un coup d'État, appelant plutôt à l'inscription sur les listes électorales et à l'exercice du droit de vote pour choisir les dirigeants du pays.

L'avocat-politicien a également rappelé que les investisseurs sérieux ne s'engageront pas dans un pays en transition militaire.

Cette sortie de Maurice Kamto intervient alors que le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, émet des menaces voilées à l'encontre des journalistes et des acteurs publics qui aborderont la question d'un coup d'État au Cameroun.